



Centre international
d'études pédagogiques
1 avenue Léon Journault
92318 Sèvres cedex - France
www.ciep.fr

Cette conférence est organisée par la Banque mondiale
en partenariat avec l'UNESCO, l'OCDE et le CIEP.
Elle a reçu le soutien financier de :



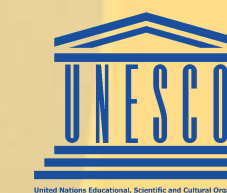
Ministère des Affaires étrangères (MAE)
Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR)
Asia Pacific Quality Network (APQN)
Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)
Council for Higher Education Accreditation (CHEA)
Commonwealth of Learning (COL)
European Association for Quality Assurance in Higher Education (ENQA)
International Network for Quality Assurance Agencies in Higher Education (INQAHE)
Red Iberoamericana para la Acreditación de la Calidad de la Educación (RIACES)

**QUALITY ASSURANCE
IN TERTIARY EDUCATION**

**QUALITÉ ET ÉVALUATION
DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**CALIDAD Y EVALUACIÓN
EN LA ENSEÑANZA SUPERIOR**

**18-20 juin 2006
Sèvres, France**



Mardi 20 juin 2006

08h30 - L’Assurance Qualité de la formation ouverte et à distance et de l’eLearning : quels problèmes pour les pays en développement ?

M. John DANIEL, *President and Chief Executive Officer, The Commonwealth of Learning (COL)*

La reconnaissance des qualifications et les *Lignes directrices de l’UNESCO et de l’OCDE pour l’enseignement supérieur transfrontalier*

Mme Stamenka UVALIĆ-TRUMBIĆ, *UNESCO*

Stéphan VINCENT-LANCRIN, *OCDE*

10h00 - Pause

10h30 - Table ronde : trois expériences nationales – Nigéria, Inde, Île Maurice

M. V.S. PRASAD, *Director, National Assessment and Accreditation Council (NAAC), Inde*

M. Peter OKEBUKOLA, *Executive Secretary, National Universities Commission, Nigeria*

M. Goolam MOHAMEDBHAI, *President, International Association of Universities (IAU) ; former Vice Chancellor, University of Mauritius, Île Maurice*

Commentaires : Mme Mala SINGH, *HEQC, Afrique du Sud*

12h30 - Déjeuner en groupes de travail : principes généraux de bonnes pratiques pour la mise en place, le fonctionnement et l’évolution des systèmes d’évaluation de l’enseignement supérieur

14h30 - Présentation des conclusions des groupes de travail

15h30 - Pause

16h00 - Table ronde sur les réseaux régionaux pour la qualité et l’évaluation de l’enseignement supérieur

M. V.S. PRASAD, *Vice President, Asia Pacific Quality Network (APQN)*

Mme Maria-Jose LEMAITRE, *Presidenta, Red Iberoamericana para la Acreditación de la Calidad de la Educación Superior (RIACES)*

Mme Stefanie HOFMANN, *Vice President, European Association for Quality Assurance in Higher Education (ENQA)*

Commentaires : M. Richard LEWIS, *President, International Network for Quality Assurance Agencies in Higher Education (INQAAHE)*

17h30 - Synthèse de la conférence

M. Richard HOPPER, *Banque mondiale*

18h00 - Clôture de la conférence

M. Jamil Salmi, *Banque mondiale*

Dimanche 18 juin 2006

16h00 - Ouverture de la conférence

M. Albert PRÉVOS, *CIEP*

M. Jamil SALMI, *Banque mondiale*

M. Georges HADDAD, *UNESCO*

M. Richard YELLAND, *OCDE*

16h45 - L’Assurance Qualité dans l’enseignement supérieur : réalité complexe et solutions simples

Mme Mala SINGH, *Executive Director, Higher Education Quality Committee (HEQC), Afrique du Sud*

18h00-23h00 - Soirée parisienne

Lundi 19 juin 2006

08h30 - Introduction

M. Richard HOPPER, *Banque mondiale*

09h00 - Typologie des systèmes d’assurance qualité

Mme Alenoush SAROYAN, *McGill University, Canada*

L’Assurance Qualité et les défis du Processus de Bologne pour les pays en développement et en transition

M. Pavel ZGAGA, *Director, Centre for Education Policy Studies (CEPS), Slovénie ; Rapporteur du Groupe de travail sur la dimension extérieure du Processus de Bologne*

10h30 - Pause

11h00 - Table ronde : deux expériences nationales - Chili, Egypte

Mme Maria-Jose LEMAITRE, *Secretaria Técnica, Comisión Nacional de Acreditación (CNAPE), Chili*

Mme Nadia BADRAWI, *Chair, National Quality Assurance and Accreditation Committee, Egypte*

Commentaires : Mme Michaela MARTIN, *Institut International de Planification de l’Éducation (IIFE), UNESCO*

12h30 - Déjeuner

14h00 - Table ronde : comment les partenaires évaluent-ils la qualité de l’enseignement supérieur

Panel : étudiants, enseignants et représentants du monde de l’entreprise

Modératrice : Mme Marie-Odile OTTENWALTER, *CIEP*

15h30 - Pause

16h00 - Les classements d’établissements et de formations d’enseignement supérieur : utiles ou inutiles ?

M. Jamil SALMI, *Banque mondiale*

Mme Alenoush SAROYAN, *McGill University, Canada*

Évaluer les acquis des étudiants : un défi pour l’Assurance Qualité

Mme Judith EATON, *President, Council for Higher Education (CHEA), États-Unis*

17h30 - Synthèse et discussion

Mme Mala SINGH, *Executive Director, Higher Education Quality Committee (HEQC), Afrique du Sud*

19h00 - *Cocktail*

20h00 - *Dîner (au CIEP)*

LA QUALITÉ DANS L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Il n’y a pas de définition universelle de la « qualité » dans l’enseignement supéreur. L’hétérogénéité des établissements, des formations et des diplômes, au niveau du supérieur, rend toute définition de la qualité intrinsèquement complexe. Comment comparer les connaissances ou les compétences d’un ingénieur avec celles d’un chimiste, d’un économiste ou d’un historien de l’art ? Comment comparer les établissements de recherche avec les établissements d’enseignement, les universités avec les établissements à cycle court ? Qu’est-ce qui constitue une bonne formation ou un bon établissement d’enseignement supérieur ?

L’ASSURANCE QUALITÉ : INFORMER DES PUBLICS DIVERS

Les usagers et les partenaires de l’enseignement supérieur - gouvernements, étudiants, familles, employeurs, investisseurs – sont désireux d’obtenir toutes sortes d’informations sur la qualité des établissements et des formations. Ne rien faire pour informer le public sur la qualité dans l’enseignement supérieur peut s’avérer très coûteux : le manque d’information entraîne un manque de transparence et d’imputabilité ; il peut entraver la prise de décision et l’utilisation des ressources ; il peut nuire aux diplômés, aux employeurs et à l’économie en général. Le management de la qualité ou « Assurance Qualité » s’est révélé un moyen très efficace pour collecter et diffuser des informations sur la qualité dans l’enseignement supérieur. Les toutes premières méthodes d’Assurance Qualité étaient presque exclusivement ciblées sur l’évaluation de l’input ; par la suite, elles ont intégré les résultats des formations et, dans certains cas, l’insertion professionnelle des diplômés. Plus récemment, de véritables systèmes d’Assurance Qualité ont vu le jour, avec, en général, des missions plus étendues. A l’heure actuelle, ces systèmes portent aussi bien sur le développement institutionnel que sur les formations, les acquis des étudiants et leur employabilité.

L’ASSURANCE QUALITÉ : INFORMER A DES FINS MULTIPLES

Les systèmes d’Assurance Qualité peuvent contribuer à l’amélioration des établissements et des formations d’enseignement supérieur, non seulement au niveau des acquis ou de l’employabilité des étudiants, mais aussi au niveau du fonctionnement des établissements et des formations, dans la voie de l’efficacité et de la transparence. Les évaluations peuvent également fournir des données et des informations à des fins de planification stratégique. L’expression « Assurance Qualité » est donc en quelque sorte impropre : un système d’Assurance Qualité ne s’attache pas à une qualité unique, mais permet en fait de décrire, vérifier, valider et démontrer des qualités multiples. Puisque l’Assurance Qualité est essentiellement affaire d’information, la méthode et le champ de diffusion de ses résultats sont des éléments essentiels pour la définition de bonnes pratiques et de critères d’efficacité.

LA COLLECTE DES INFORMATIONS : LES MÉTHODES D’ASSURANCE QUALITÉ

Les systèmes d’Assurance Qualité et les agences d’évaluation se sont rapidement multipliés au cours des quinze dernières années. Le Réseau international des agences d’évaluation - *International Network for Quality Assurance Agencies in Higher Education (INQAAHE)* a été créé en 1991 avec les agences de 18 pays industrialisés. Depuis cette date, de nouvelles agences, appartenant à plus de 80 pays, ont rejoint le réseau et le nombre des membres de l’INQAAHE ne cesse de croître - en grande partie avec l’adhésion d’agences de pays en développement. Bien que les agences d’évaluation du monde entier partagent de nombreux éléments méthodologiques, elles présentent souvent des différences importantes, selon le niveau d’implication de l’État, les outils d’évaluation qu’elles utilisent, le statut des jugements qu’elles émettent, le caractère plus ou moins public des rapports qu’elles produisent, la nature des incitations et/ou des sanctions émises, les conséquences directes ou indirectes sur le financement des établissements. Dans certains pays, les associations professionnelles font quasiment partie intégrante du système d’Assurance Qualité et sont impliquées dans la reconnaissance de filières professionnelles. Il n’y a donc pas de modèle unique qui puisse convenir à tous les pays, mais on constate, au plan international, que les pratiques d’Assurance Qualité tendent à converger sur trois éléments essentiels : l’auto-évaluation, l’évaluation externe par les pairs et la diffusion des résultats.

IDENTIFIER DE BONNES PRATIQUES D’ASSURANCE QUALITÉ

Actuellement, une forte pression s’exerce sur les gouvernements afin qu’ils créent des systèmes d’Assurance Qualité ou réforment les systèmes existants, et ce d’autant plus que les missions de ces systèmes s’étendent progressivement pour couvrir de nombreux aspects de la qualité. Mais, alors que les pays ont choisi des options différentes pour leurs systèmes d’assurance qualité, on ne sait pas quelles leçons tirer des choix liés à leur gouvernance, leur financement, leurs référentiels et leur fonctionnement. C’est particulièrement important pour les pays en développement qui font face à de sérieuses contraintes en termes de ressources et de capacités, alors que les attentes à l’égard de l’assurance qualité ne cessent de croître.

LA CONFÉRENCE : VERS DES PRINCIPES DE BONNES PRATIQUES

La Banque mondiale, l’UNESCO et l’OCDE ont examiné la question de l’assurance qualité dans de nombreux pays et ont investi dans des activités de développement des capacités à travers le monde. Le CIEP a contribué au développement de l’assurance qualité dans plusieurs pays méditerranéens, notamment par le biais de programmes de l’Union européenne. Cette conférence vise, en s’appuyant sur la diversité des expériences internationales dans le domaine de l’assurance qualité, à faire mieux connaître aux décideurs et aux professionnels les différentes options qui s’offrent à eux. La thématique de la conférence est la suivante : comment traiter le problème de l’asymétrie de l’information entre les établissements d’enseignement supérieur et la multitude de leurs partenaires et usagers ? L’objectif de la conférence est de commencer à définir des principes de bonne pratique, ainsi que de fixer un programme de recherche afin de mieux comprendre ce qui concourt à assurer efficacement la qualité de l’enseignement supérieur dans les pays en développement.